

# Lettre d'information du laboratoire MIL (EA7382) Marchés, Institutions, Libertés

## Edito

“

Chers Collègues, Chers lecteurs,

Le quatrième numéro de la lettre d'info du laboratoire MIL intervient dans un contexte totalement inédit. Notre laboratoire a entamé l'année 2020 avec de nombreux événements. Suite à l'organisation des élections pour le conseil de laboratoire, qui ont montré une très bonne participation, un conseil renouvelé a pris ses fonctions début mars.

Je suis reconnaissant du fait qu'il m'ait reconduit à la direction du laboratoire, avec deux directeurs adjoints (B. François et A. Desrayaud). La composition du nouveau laboratoire est présentée ci-dessous. Pour la prochaine période d'accréditation, il est essentiel que le laboratoire consolide son rayonnement dans et en dehors de l'UPEC, qu'il continue de porter des appels à projets et, surtout, qu'il soit un lieu d'échanges dans le respect de chacun, qu'il favorise un sentiment d'appartenance, nécessaire à la réussite des projets collectifs.

L'avant confinement a été marqué par l'organisation de plusieurs manifestations, parmi lesquelles une conférence du Pr. D. Baranger sur la qualité de loi, une conférence de notre collègue B. Nabli sur son ouvrage "L'Etat intégré" et une table-ronde autour de l'ouvrage de la Pr. Champeil Desplats sur les libertés individuelles".

Le confinement nous a contraints à repenser notre activité scientifique, qui n'a jamais été mise en suspens : plusieurs d'entre nous ont participé à des webseminars, écrit des études sur la crise du Covid-19 ; les appels à projets ont été transmis et le suivi doctoral maintenu.

L'après confinement nous conduira sans doute à réorienter nos thématiques de recherche : les enjeux renouvelés de solidarité, de proximité, de préservation des activités essentielles, de protection des libertés individuelles et collectives auront des répercussions majeures sur la place et la fonction du droit dans nos sociétés.

Alors qu'une année universitaire si singulière s'achève, je forme le vœu que la prochaine rentrée permettra une reprise normale et régulière de nos activités et que notre laboratoire retrouvera en "présentiel" sa fonction de lieu d'échanges. Le secrétariat du MIL vous communiquera des dates de manifestation, dès que les conditions matérielles de la rentrée seront clarifiées.

Bel été à toutes et à tous,

”

Stéphane de La Rosa



# Manifestations récentes



**Mercredi 5 février 2020**  
**Présentation de l'ouvrage "Penser la loi"**  
**de Denis Baranger**

Monsieur **Denis Baranger**, Professeur de droit public à l'Université Paris II Panthéon-Assas et directeur de l'Institut Michel Villey, a présenté son dernier ouvrage intitulé "Penser la loi" (Gallimard, 2018), dans lequel est proposée une réflexion, menée à la lumière de l'histoire, sur les métamorphoses de la mission et des méthodes de travail du législateur moderne. Cette présentation s'est déroulée dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC, sous la coordination scientifique de Monsieur **Gregory Bligh**, Maître de conférences en droit public.



**Mardi 25 février 2020**  
**Conférence "L'Etat intégré : la figure**  
**étatique de l'Union européenne"**

Monsieur **Beligh Nabli**, Maître de conférences HDR en droit public, a présenté son dernier ouvrage intitulé "L'Etat intégré- Contribution à l'étude de l'Etat membre de l'Union européenne" (Pedone, 2019), à l'occasion d'une conférence organisée dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC. Dans cet ouvrage, l'auteur se propose d'analyser une catégorie particulière d'Etat, révélée par le processus d'intégration européenne, et dont l'étude vise à enrichir la théorie générale de l'Etat comme celle de l'intégration.

Mercredi 4 mars 2020

### Conférence "Théorie générale des droits et libertés"

Madame **Véronique Champeil-Desplats**, Professeure de droit public à l'Université Paris-Nanterre, a présenté son ouvrage intitulé "Théorie générale des droits et libertés", à l'occasion d'une conférence organisée dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC. L'événement a porté essentiellement sur la question de l'enseignement des libertés, à partir d'une réflexion autour de cet ouvrage. Il a donné lieu à des échanges avec les étudiants de Licence 3, qui avaient préparé une série de questions à l'intention de l'auteur. Ces échanges se sont déroulés en présence de Madame **Manon Altwegg-Boussac**, Professeure de droit public, de Monsieur **Beligh Nabli**, Maître de conférences en droit public, et de Madame **Patricia Rrapi**, Maître de conférence à l'Université Paris-Nanterre. Madame **Annabella Sabine** et Monsieur **Laurent Léothier**, ATER en droit public, ont encadré le travail préparatoire des étudiants, et étaient également présents.



## Manifestation à venir

### SÉMINAIRE DE RENTRÉE DU LABORATOIRE MIL

La réunion de rentrée du laboratoire MIL se déroulera le jeudi 1er octobre 2020 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC. Un échange sur les activités et les projets du laboratoire se tiendra le matin. Après un moment de convivialité, une discussion sous forme de table ronde sera organisée autour de l'ouvrage de Madame la Professeure **Laure Clément-Wilz**, intitulé « La Cour de justice de l'Union européenne » (LGDJ, coll. Systèmes, 2020).

# Vie du laboratoire & activités doctorales

## SÉMINAIRES MIL

**Lundi 24 février 2020**

### Séminaire de théorie du droit

Monsieur **Arnaud Le Pillouer**, Professeur de droit public à l'Université Paris Nanterre et membre du Centre de théorie et d'analyse du droit, est intervenu sur le thème "Qu'est-ce que la théorie réaliste de l'interprétation ?", dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC.



**Lundi 9 mars 2020**

### Séminaire sur l'actualité des doctrines du droit naturel

La deuxième séance du séminaire consacré à l'actualité des doctrines du droit naturel s'est déroulée dans les locaux de la Faculté de Droit. Cette séance a donné lieu aux interventions de Monsieur **Themistoklis Raptopoulos**, docteur en droit public et membre de l'Institut Michel Villey, sur le thème : « Penser le droit à travers la relation – le droit public naturel chez G. Pavlakos », et de Monsieur **François Lecoutre**, docteur en droit public de l'Université de Cergy-Pontoise, sur le thème : « Le droit naturel implicite d'E. Voegelin ».

## APPELS À PROJETS

### BONUS QUALITÉ ENSEIGNEMENT- RECHERCHE

La date limite pour l'envoi électronique des candidatures au deuxième appel à projets **Bonus Qualité Enseignement-Recherche** est fixée au vendredi 24 juillet 2020 (18h). Ces candidatures devront être envoyées à l'adresse suivante : [pilotage-strategie@u-pec.fr](mailto:pilotage-strategie@u-pec.fr).

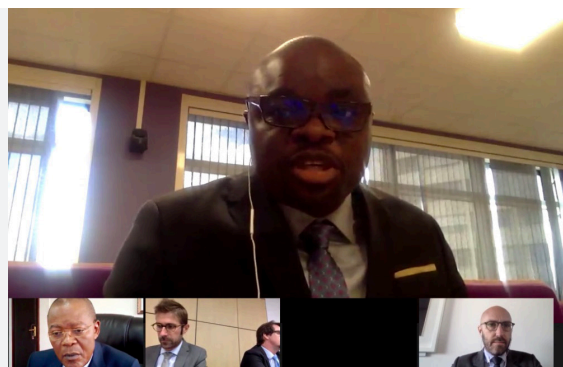
### RECHERCHE DE LA COMUE

La date limite pour l'envoi électronique des candidatures à l'appel à projets **Recherche de la COMUE** est fixée au vendredi 18 septembre 2020. Ces candidatures devront être envoyées à l'adresse suivante : [direction-recherche@u-pec.fr](mailto:direction-recherche@u-pec.fr).

## SOUTENANCES DE THÈSE

Monsieur **Emmanuel Nyeck**, doctorant en droit public sous la direction de Monsieur le Professeur **Arnaud De Nanteuil**, a obtenu le grade de docteur en droit après avoir présenté sa thèse intitulée « La garantie en droit international de l'investissement. Réflexions sur les mécanismes d'assurance internationaux des investissements », le lundi 29 juin 2020 dans les locaux de l'UPEC.

Composition du jury : Pr. Sarah Cassella (Le Mans Université), Pr. Julien Cazala (Univ. Paris XIII), M. Nicolas Ligneul (UPEC), M. le Recteur Magloire Ondo (Univ. de Douala)



Monsieur **Meïssa Fall**, doctorant en droit privé sous la direction de Monsieur le Professeur **Philippe Dupichot**, a obtenu le grade de docteur en droit après avoir présenté sa thèse intitulée "L'efficience des sûretés OHADA", le lundi 2 mars 2020 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC.



## COMPOSITION DU LABORATOIRE MIL

*à l'issue des élections organisées entre le 29 janvier et le 7 février 2020*

### DIRECTION

Stéphane **DE LA ROSA** - Directeur  
Alain **DESRAYAUD** - Directeur adjoint  
Bénédicte **FRANCOIS** - Directrice adjointe

### CONSEIL DU LABORATOIRE

#### MEMBRES ÉLUS

Manon **ALTWEGG-BOUSSAC**  
Arnaud **DE NANTEUIL**  
Bénédicte **FRANCOIS**  
Dominique **GENCY-TANDONNET**  
Simon **GILBERT**  
Anastasia **ILIOPOULOU-PENOT**  
Beligh **NABLI**  
Lamprini **XENOU**

#### REPRÉSENTANT DES DOCTORANTS

Marc **PITON**

#### MEMBRES DE DROIT

Alain **DESRAYAUD**  
Alexandre **MAITROT DE LA MOTTE**  
Paul **GROSSER**

#### RESPONSABLES D'AXES

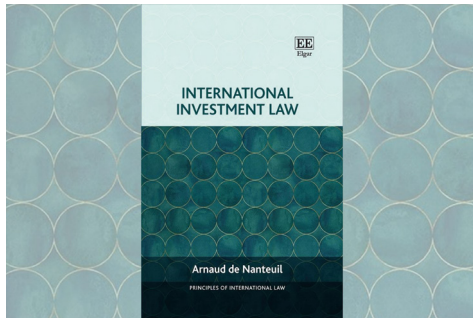
*Axe Marchés*  
Arnaud **DE NANTEUIL**  
Sara **GODECHOT-PATRIS**

*Axe Institutions*  
Pierre **DE MONTALIVET**

*Axe Libertés*  
Manon **ALTWEGG-BOUSSAC**



# Publications



Éditeur : [Edward Elgar Publishing](#)  
ISBN : 978-1-78897-588-9  
Parution - Mars 2020  
464 pages

## INTERNATIONAL INVESTMENT LAW - PRINCIPLES OF INTERNATIONAL LAW SERIES

This comprehensive book provides a complete overview of the international legal system of foreign investment protection. Proposing a simple, practical approach, it examines the problems one might face when studying or practising international investment law, including those arising from contemporary changes and controversies.

In this incisive book, Arnaud de Nanteuil synthesises material from treaties, general international law, contracts and case law to demonstrate a coherent system of investment protection, rather than simply describing the law as it currently stands. Through this systematic approach, the book considers all aspects of the discipline, examining its history, the content of the law, investment arbitration, and its relationship with other areas of international law such as human rights, the environment and EU law. It also discusses answers to questions that remain open in current case law.

Providing a thorough and accessible analysis, this book will be invaluable to both students and academics working in the field of international investment law, as well as practitioners who will appreciate its pragmatic style. Government officials and those working for international organisations in this area will also find its discussion of the possible future evolution of the law insightful.

A book by [Arnaud de Nanteuil](#), Professor of Public Law at UPEC, member of the MIL laboratory.



Editeur : [LexisNexis](#)  
ISBN : 978-2-7110-3317-1  
Parution - Mars 2020  
2190 pages

## LEXIS NEXIS FISCAL : Une présentation synthétique du droit fiscal permettant de répondre rapidement à toutes vos questions

Cet ouvrage s'adresse à toute personne s'intéressant à la fiscalité.

Rédigé par des praticiens reconnus avec l'appui des directeurs de la Revue de droit fiscal et des collections fiscales du JurisClasseur LexisNexis, il associe efficacité et fiabilité des réponses aux questions liées à la pratique de la fiscalité, en mettant en relief les problématiques actuelles. Les dernières actualités de chaque sujet traité sont mises en avant, constituant un outil de veille précieux pour une matière particulièrement instable. Les développements sont ponctués d'exemples, de conseils pratiques ou d'alertes, destinés à éclairer le lecteur ou insister sur les points sensibles. Les sources textuelles, administratives ou jurisprudentielles sont indiquées, avec référence à la Revue de droit fiscal et la Revue D.O Actualité. Pour une information approfondie, il est renvoyé au JurisClasseur et aux ouvrages LexisNexis dans la rubrique « Pour aller plus loin ». Outre les sommaires et l'index alphabétique, une table de correspondance entre les articles du Code général des impôts et les développements facilite la navigation dans l'ouvrage.

### Auteurs

G. Abate, G. Aubril, R. Bousquet, J. Chateauneuf, F. Drach, P. Fumenier, V. Leroy, E. Lesprit, S. Quilici, E. Raingeard de la Blétière, J. Thiry, B. Zilberstein et l'équipe TVA de KPMG Avocats, sous la coordination d'A. Moraine

### Comité scientifique

Un ouvrage collectif publié sous la direction de Florence Deboissy, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV, François Fruleux, maître de conférences associé à l'Université Paris-Dauphine, [Alexandre Maitrot de la Motte](#), professeur à l'UPEC, Jean-Luc Pierre, professeur à l'Université Lyon III Jean Moulin et Yolande Sérandour, professeur à l'Université de Rennes.



Editeur : [Bruylant](#)  
ISBN : 978-2-8027-6455-7  
Parution - Juin 2020  
794 pages

## LA DIFFÉRENCIATION ENTRE LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

Issu d'une thèse de doctorat soutenue à Strasbourg en décembre 2018, le présent ouvrage traite d'une problématique récurrente majeure dans l'histoire de l'intégration européenne : la différenciation entre les États membres de l'Union européenne.

Il se justifie, d'une part, par les évolutions récentes dans la pratique, comme les premières coopérations renforcées, les réformes de la gouvernance de la zone euro ou encore la transition du statut du Royaume-Uni d'un État membre bénéficiaire des régimes dérogatoires à un État tiers à l'Union. D'autre part, si la différenciation a déjà fait l'objet de plusieurs écrits d'ordre sectoriel, cet ouvrage l'aborde de manière plus conceptuelle et transversale afin de confronter la différenciation aux fondements du projet intégratif européen.

Au terme d'une analyse de droit positif, éclairée d'apports théoriques tirés du droit constitutionnel et de la science politique, l'ouvrage met en avant le facteur de relativisation de l'homogénéité du statut d'État membre de l'Union venant de la différenciation, sans conduire à un éclatement de cette catégorie juridique, ni altérer le système institutionnel et juridique de l'Union européenne, même si, ce dernier a dû faire l'objet de nombreuses adaptations.

L'ouvrage a été couronné des prix suivants :

Prix de thèse Pierre Pescatore de droit de l'Union européenne 2019  
Prix Pierre-Henri Teitgen 2019  
Prix de la Fédération de recherche universitaire L'Europe en mutation 2019  
Prix Pierre Pflimlin 2019

Préface de Francesco Martucci : Professeur à l'Université Panthéon-Assas, Collège européen de Paris et Dominique Ritleng : Professeur à l'Université de Strasbourg et directeur du Centre d'études internationales et européennes (CEIE).

Un ouvrage d'[Aikaterini Angelaki](#), Maître de conférences en droit public à l'UPEC, membre du laboratoire MIL.

## INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT EN SCHÉMAS - 2e édition

L'objectif de la collection "Le droit en schémas" est de proposer des ouvrages facilitant la compréhension et la mémorisation des questions juridiques. Chaque question est ainsi envisagée selon deux approches juxtaposées : le cours traditionnel en page de gauche, des schémas en page de droite.

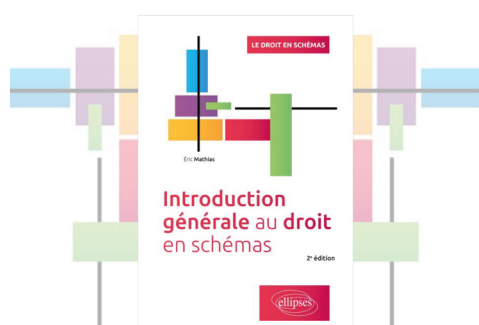
Très didactique, ce manuel d'introduction générale au droit a été conçu à partir de trois choix méthodologiques :

- la mise en avant des distinctions fondamentales,
- la reprise des mêmes problèmes sous des angles différents,
- un effort de mise en perspective afin de faciliter la réflexion et la compréhension des continuités et des ruptures.

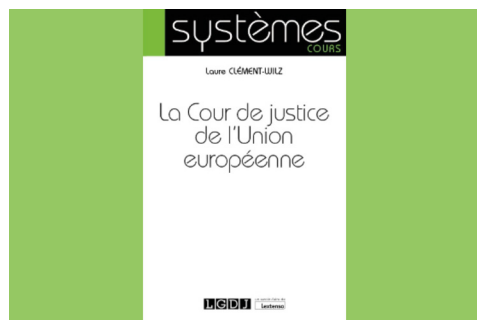
Il est destiné :

- aux étudiants en Licence 1 droit,
- aux étudiants d'instituts d'études politiques,
- aux étudiants en écoles de commerce.

Un ouvrage d'[Eric Mathias](#), Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'UPEC.



Editeur : [Ellipses](#)  
ISBN : 978-2-340-04007-6  
Parution - Juillet 2020  
256 pages



Editeur : [LGDJ](#)

ISBN : 978-2-275-04712-6

Parution - Juillet 2020

186 pages

## LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Au cœur des débats d'actualité comme les prérogatives de la Banque centrale européenne, le Brexit ou le droit de grève, la Cour de justice de l'Union européenne est l'un des principaux acteurs de la construction européenne, et reçoit, selon le point de vue adopté vis-à-vis de l'Union européenne elle-même, satisfaction ou vives critiques. La légitimité d'une cour n'est jamais acquise, et la CJUE n'échappe pas à cette réflexion. Mais si l'on analyse les conditions de sélection des membres, leur statut et leur rémunération, on y trouve les ingrédients de sa légitimité formelle. Quant aux modalités de la transparence ou de la représentativité, elles contribuent à l'appréciation de sa légitimité sociale.

L'ouvrage ambitionne d'aborder ces règles de composition, d'organisation et de fonctionnement afin d'appréhender la CJUE sous un angle novateur, l'approche institutionnelle. Ainsi, des interrogations communes à toute institution sont soulevées : quels sont ses pouvoirs, quelle est son autonomie, sa légitimité, sa représentativité ? Comment est-elle composée, quel est le statut de ses membres et de son personnel, comment est-elle organisée, « managée » et qui la dirige ? Existe-t-il des grandes figures ? Des acteurs de l'ombre ? Quels sont les espaces d'échanges ?

C'est un bilan sur l'adoption, l'évolution historique et l'application de ses règles de composition, d'organisation et de fonctionnement que cet ouvrage propose. En somme, il fait un point nécessaire sur un acteur central du droit de l'Union et de son intégration dans les droits nationaux.

L'ouvrage est destiné aux étudiants de droit et de sociologie dès la licence, aux chercheurs dans ces disciplines et à tous ceux qui s'interrogent sur l'Union européenne et sa légitimité.

Un ouvrage de [Laure Clément-Wilz](#), Professeur de droit public à l'UPEC, membre du laboratoire MIL.

## LA PRISE DE POSITION PROVOQUÉE EN DROIT ADMINISTRATIF (à paraître)

Il devient de plus en plus souvent possible à un administré de provoquer de l'Administration une prise de position formelle et opposable quant à l'application d'une norme à une situation de fait ou un projet. Cette évolution soulève non seulement des questions techniques de grande ampleur, mais s'inscrit dans un mouvement de fond, celui de la transformation des rapports juridiques entre l'Administration et ses administrés, dont on peine encore à mesurer l'étendue et les conséquences.

L'ambition de ce colloque est donc de tenter de saisir ce « phénomène juridique », à proprement parler, et d'identifier les traits saillants d'un éventuel régime de droit administratif en cours d'esquisse.

Un colloque organisé à l'UPEC par le laboratoire MIL, 27 et 28 avril 2017, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie.

Un ouvrage co-dirigé par Nicolas Gabayet, Jean Sirinelli, Noé Wagener et [Lamprini Xenou](#).

## La prise de position provoquée en droit administratif

27-28 AVRIL 2017

Faculté de droit / Université Paris-Est Créteil  
Amphithéâtre B1

Colloque organisé par l'Équipe de recherche  
MARCHES, INSTITUTIONS, LIBERTES (MIL)

Organisation : Nicolas Gabayet, Jean Sirinelli, Noé Wagener et Lamprini Xenou



*Il devient de plus en plus souvent possible à un administré de provoquer de l'Administration une prise de position formelle et opposable quant à l'application d'une norme à une situation de fait ou un projet. Cette évolution soulève non seulement des questions techniques de grande ampleur, mais s'inscrit dans un mouvement de fond, celui de la transformation des rapports juridiques entre l'Administration et ses administrés, dont on peine encore à mesurer l'étendue et les conséquences.*

*L'ambition de ce colloque est donc de tenter de saisir ce « phénomène juridique », à proprement parler, et d'identifier les traits saillants d'un éventuel régime de droit administratif en cours d'esquisse.*

Rencontres et inscriptions : [Julien Mezzalana](#)  
01 56 72 61 02 / [julien.mezzalana@upec.fr](#)





# Sélection d'articles et de contributions individuels

**M. ALTWEGG-BOUSSAC**, « Political constitutionalism and informal constitutional changes », *The Political Dimension of Constitutional Law*, Nogueira de Brito, Miguel, Pereira Coutinho, Luís (Eds.) Springer International Publishing, 2020, p. 91-104

M. ALTWEGG-BOUSSAC, « Un mal qui répand la terreur : l'information du Parlement », *Blog Jus Politicum*, (<http://blog.juspoliticum.com/2020/05/18/un-mal-qui-repand-la-terreur-linformation-du-parlement-par-manon-altwegg-boussac/>), Mai 2020

M. ALTWEGG-BOUSSAC, « La fin des apparences. À propos du contrôle parlementaire en état d'urgence sanitaire », *Actualité Droits-Libertés*, Avril 2020

M. ALTWEGG-BOUSSAC, « Le droit politique, des concepts et des formes », *Le droit politique face à la Ve République*, *Jus Politicum* n° 24, (<http://juspoliticum.com/article/Le-droit-politique-des-concepts-et-des-formes-1326.html>), Mai 2020

M. ALTWEGG-BOUSSAC, « Les droits de la nature, des droits sans l'homme ? Quelques observations sur des emprunts au langage du constitutionnalisme », *Revue des droits de l'homme*, n°17, (<https://journals.openedition.org/revdh/8321>), Janvier 2020

**G. BLIGH**, "Réquisitionner en situation d'urgence sanitaire, *AJDA*, n°20, 8 juin 2020

G. BLIGH, "Quelle est la fonction de la loi sur l'état d'urgence sanitaire?", *JP Blog*, mercredi 3 juin 2020

**N. CUZACQ**, "Premier contentieux relatif à la loi vigilance, une illustration de l'importance du droit judiciaire privé", *Dalloz* 2020, n°17, p. 970

**S. DE LA ROSA**, "Vers un transfert de gestion des lignes ferroviaires locales aux régions ? A propos de l'article 172 de la loi d'orientation des mobilités", *JCP Administrations et collectivités*, 2020, étude n° 2062

S. DE LA ROSA, "The on-joining process of liberalization of the railway sector in France. An European Perspective", in M. Finger (dir.), *Handbook on Railway Regulation*, Eward Elgar Publishing, 2020.

S. DE LA ROSA, "Article 40. Transposition", in A. Iliopoulou, *Directive 2004/38 relative aux droits des citoyens. Commentaire article par article*, Bruylant, coll. droit de l'Union, 2020.

S. DE LA ROSA, "The COVID-19 crisis : EU public procurement legal framework at a crossroads", Op- Ed edited by EU law Live (<https://eulawlive.com/>)

S. DE LA ROSA, "La crise sanitaire et la transformation du droit de la commande publique. Une perspective européenne", accessible sur: <https://www.leclubdesjuristes.com/blog-du-coronavirus/que-dit-le-droit/la-crise-sanitaire-du-covid-19-et-la-transformation-du-droit-de-la-commande-publique-une-perspective-europeenne-sadapter-a-lurgence/>

**A. DE NANTEUIL**, « Les attentes légitimes en droit international des investissements en quête d'unité conceptuelle », in S. Robert Cuendet (dir.), *La protection des attentes légitimes en droit international, européen et droit public interne*, Presses universitaires de Rennes, pp. 69-86, 2020

A. DE NANTEUIL, « Exécution des sentences CIRDI, droit de l'Union européenne et Brexit : une analyse à la lumière des derniers développements de l'affaire Micula » (avec Claire Pauly), *B-Arbitra – Belgian Review of Arbitration*, 2020

A. DE NANTEUIL, « Note sous CJUE, 31 janvier 2020, Slovénie c. Croatie », *Journal du droit international* n°2020/3

A. DE NANTEUIL, « Arbitrage d'investissement et droit international général » (avec P. Jacob), *AFDI* 2019

**A. ILIOPOULOU-PENOT**, "Le rapatriement des citoyens européens lors de la crise du coronavirus : défi relevé pour l'Union ?", *le blog des juristes*, 23 avril 2020

A. ILIOPOULOU-PENOT, "Le Brexit et les droits des citoyens", *Revue Française de Droit Administratif*, 2020, n°3, Dossier spécial Brexit

A. ILIOPOULOU-PENOT, « La citoyenneté de l'Union et le chapitre 'Solidarité' de la Charte des droits fondamentaux : quelles articulations ? », in E. Brosset, R. Mehdi et N. Rubio (dir.), Les dix ans du traité de Lisbonne. Quelle solidarité dans l'Union européenne ?, Confluences des droits, 2020

**A. MAITROT DE LA MOTTE**, « Taxation of business in the EU: General », In Christiana PANAYI, Werner HASLEHNER and Edoardo TRAVERSA (dir.), Research Handbook in EU Tax Law, Elgar, collec. Research Handbooks in European Law, 2020, pp. 178-193

A. MAITROT DE LA MOTTE, « La codificazione nel diritto tributario francese: un'analisi comparativa », NEQTEPA, 2019, n° 2, pp. 32-44

A. MAITROT DE LA MOTTE, « Le consentement à l'impôt et les autorités européennes », Revue Française de Finances Publiques, 2020, n° 150, pp. 67-81 (actes du colloque organisé par la société française de finances publiques le 4 octobre 2018)

A. MAITROT DE LA MOTTE, « Les limites du principe constitutionnel d'égalité corrélative », Revue de Droit Fiscal, 2020, n° 20, act. 151

A. MAITROT DE LA MOTTE, « Les conditions d'application de l'article 182 B du CGI et le droit de l'Union européenne : le plan de continuité pédagogique du Conseil d'État », Revue de Droit Fiscal, 2020, n° 15-16, comm. 224 (note sous CE, 8e et 3e ch., 22 novembre 2019, n° 423698, SAEM de gestion du Port Vauban)

A. MAITROT DE LA MOTTE, « Le Conseil constitutionnel et l'insuffisante protection des contribuables face à l'instabilité législative », Revue de Droit Fiscal, 2020, n° 14, comm. 217 (note sous Cons. const., 15 novembre 2019, n° 2019-812 QPC, Sébastien M)

A. MAITROT DE LA MOTTE, « Note sous CJUE (grande chambre), 3 mars 2020, Vodafone Magyarország Mobil Távközlési Zrt. c/ Nemzeti Adó- és Vámhivatal Fellebbviteli Igazgatósága, aff. C75/18. – et CJUE (grande chambre), 3 mars 2020, Tesco-Global Áruházak Zrt. c/ Nemzeti Adó- és Vámhivatal Fellebbviteli Igazgatósága, aff. C323/18 », à paraître dans Fiscalité Internationale, 2020, n° 2

A. MAITROT DE LA MOTTE, « Droit fiscal européen (1er mars 2019 – 31 mars 2020) » (avec Edoardo TRAVERSA), à paraître dans Journal de droit européen, 2020

A. MAITROT DE LA MOTTE, « Chronique de fiscalité – année 2019 », à paraître dans Revue Trimestrielle de Droit Européen, 2020, n° 2

**L. SPONCHIADO**, « Des cadres dirigeants de l'État recrutés par contrat ou le bel avenir du "spoils system à la française" », in J.-F. KERLEO (dir.), Transparence et déontologie de la haute fonction publique (à paraître), 2020

L. SPONCHIADO, « Une faille de la Constitution : l'irresponsabilité politique du Président de la République », in Mélanges en l'honneur du Pr. Verpeaux (à paraître), 2020

L. SPONCHIADO, « La nomination des collaborateurs ministériels à l'entrée et à la sortie du cabinet : des processus transparents ? », Revue Gestion et Finances Publiques, Numéro 1, Janvier-Février 2020

L. SPONCHIADO, « Quand le Covid-19 nuit à la Constitution. Un exemple américain : la bataille des nominations », Blog Jus Politicum, 7 mai 2020

**L. XENOU**, « Les sources juridiques de la prise de position provoquée en droit administratif », in N. Gabayet, J. Sirinelli, N. Wagener et L. Xenou (dir.), La prise de position provoquée en droit administratif, colloque organisé à l'Université Paris-Est Créteil par le laboratoire MIL, 27 et 28 avril 2017, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2020, à paraître

L. XENOU et T. RACHO, « Article 22, champ d'application territorial », « Article 34, information du public », « Article 37, dispositions nationales plus favorables », in A. Iliopoulou-Penot (dir.), Directive 2004/38 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres. Commentaire article par article, Bruylant-Larcier, 2020, à paraître